

DEMANDE DE L'AIDE A LA CREATION ET A LA REPRIS D'UNE ENTREPRISE (ACRE) POUR LES AUTO-ENTREPRENEURS

RESERVE A L'URSSAF

Mettre un "x" dans les cases à cocher que vous souhaitez sélectionner

- Demande de l'ACRE au moment de la création d'activité :
- Demande de l'ACRE postérieure au dépôt de à la création d'activité (dans les 45 jours suivant la déclaration d'entreprise).

Préciser le numéro SIRET de l'entreprise

Création d'une entreprise individuelle : compléter les cadres 1, 2, 4 et

5. Création ou reprise d'une société : compléter tous les cadres de 1 à 5

Déclaration n°

Reçue le

Transmise le

DECLARATION RELATIVE AU DEMANDEUR

1

NOM DE NAISSANCE

Prénoms

Numéro de Sécurité Sociale du demandeur :

Domicile : rés., bât., n°, voie, lieu

Code postal Commune / Pays

Mineur émancipé autorisé à être commerçant par décision judiciaire

Nom d'usage

Nationalité Sexe M F Né(e) le / /

Numéro de téléphone personnel :

Personne sans domicile stable (Ambulant) Commune ou code postal de l'activité principale

Code postal Nom de la commune

SITUATION DU DEMANDEUR

2

- Demandeur d'emploi indemnisé ou indemnisable
- Demandeur d'emploi non indemnisé inscrit à Pôle Emploi six mois au cours des dix-huit derniers mois
- Bénéficiaire : - du RSA - de l'ASS
- Jeune de 18 à 25 ans révolus
- Personne de moins de 30 ans non indemnisée ou reconnue handicapée
- Salarié ou personne licenciée d'une entreprise en redressement, liquidation judiciaire ou sauvegarde qui reprend l'activité de l'entreprise
- Les personnes ayant conclu un contrat d'appui au projet d'entreprise (mentionné à l'article L. 127-1 du code de commerce), sous réserve qu'elles remplissent l'une des conditions prévues ci-dessus à la date de conclusion de ce contrat ;
- Personne créant une entreprise implantée au sein d'un quartier prioritaire de la politique de la ville
- Bénéficiaire de la Prestation partagée d'éducation de l'enfant (PrePare).

3

POUR UNE SOCIETE

Le demandeur :

gérant associé unique d'EURL exerçant sous le régime auto-entrepreneur

Dénomination sociale le cas échéant :

4

Niveau de formation (cf. notice) |_|

Motif d'inscription à Pôle Emploi (cf. notice) |_|

Qualification du dernier Emploi occupé (cf. notice) |_|

Date d'inscription à Pôle emploi : le / /

Le demandeur est en cours d'accompagnement dans le cadre du parcours NACRE

Nombre d'emplois (y compris le demandeur) : - créés |_|_| (en cas de création)

- repris |_|_| (en cas de reprise)

5

J'atteste sur l'honneur que l'ACRE ne m'a pas été accordée au cours des 3 dernières années et que les renseignements ci-dessus sont exacts, sous peine des sanctions prévues par la loi.

Date : / / Signature du demandeur :

CADRE RESERVE A L'URSSAF

- Demande acceptée
- Demande refusée

N° d'enregistrement du dossier Date | | | | | | | |

NOTICE DEMANDE DE L'AIDE A LA CREATION ET A LA REPRISSE D'UNE ENTREPRISE (ACRE) POUR LES AUTO-ENTREPRENEURS

L'Aide aux créateurs ou repreneurs d'une entreprise pour les travailleurs indépendants relevant du statut auto-entrepreneur (AE)

L'ACRE des auto-entrepreneurs consiste en un allègement des cotisations sociales pour une durée de 12 mois

Sous certaines conditions, vous pouvez bénéficier du nouvel accompagnement pour la création et la reprise d'entreprise (NACRE). Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le site www.entreprises.gouv.fr/nacre

	SITUATION DU DEMANDEUR	PIECES JUSTIFICATIVES A PRODUIRE (photocopie)	
2	<ul style="list-style-type: none"> – Demandeur d'emploi indemnisé – Demandeur d'emploi non indemnisé inscrit à Pôle Emploi six mois au cours des dix-huit derniers mois – Bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active (RSA), ou de l'Allocation de Solidarité Spécifique – Jeune de 18 à 25 ans révolus – Personne de moins de 30 ans non indemnisée (durée d'activité insuffisante pour l'ouverture de droits) ou reconnue handicapée – Salarié ou personne licenciée d'une entreprise en sauvegarde, redressement ou en liquidation judiciaire qui reprend l'activité de l'entreprise – Les personnes ayant conclu un contrat d'appui au projet d'entreprise (mentionné à l'article L. 127-1 du code de commerce), sous réserve qu'elles remplissent l'une des six conditions prévues ci-dessus à la date de conclusion de ce contrat – Personne créant une entreprise implantée au sein d'un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPPV) – Bénéficiaire de la prestation partagée d'éducation de l'enfant (PrePare). 	<ul style="list-style-type: none"> → Notification d'ouverture de droit ou dernier titre de paiement → Historique de l'inscription à Pôle Emploi → Attestation justifiant la qualité d'allocataire ou de bénéficiaire des aides mentionnées → Pour les moins de 26 ans, la pièce d'identité attestant de la date de naissance suffit → Pour les 26 à moins de 30 ans : attestation sur l'honneur de non indemnisation par le régime d'assurance chômage ou contrat de travail accompagné de toute pièce attestant de sa rupture ; pour une personne handicapée, justificatif de reconnaissance de personne handicapée délivrée par la commission départementale des droits et de l'autonomie. → Copie du jugement d'ouverture de la procédure de liquidation judiciaire ou à défaut une attestation du liquidateur, de l'administrateur judiciaire ou du juge commissaire → Copie du contrat d'appui → Justification de l'adresse de l'établissement où s'exerce l'activité dans le QPPV → Notification d'ouverture du droit à la prestation ou titre du dernier paiement → Si l'exercice se fait en société : fournir les statuts de l'EURL 	
4	Codes Niveau de formation initiale : 1 : Au moins Bac plus 3 2 : Bac plus 2 3 : Niveau Bac ou équivalent 4 : CAP, BEP avec diplôme ou équivalent 5 : Niveau CAP, BEP sans diplôme 6 : Niveau inférieur au CAP, BEP 7 : Etudes primaires	Codes Motif d'inscription à Pôle Emploi : 1 : Licenciement économique 2 : Rupture conventionnelle du contrat de travail 3 : Autre licenciement 4 : Suite à démission 5 : Fin de CDD 6 : Fin de mission d'intérim 7 : Recherche d'un premier emploi 8 : Fin de période d'inactivité 9 : Fin de contrat aidé 0 : Autre motif :	Codes Qualification du dernier emploi occupé : 1 : Ouvrier 2 : Employé, Technicien 3 : Agent de maîtrise 4 : Profession intermédiaire, cadre 5 : Artisan, commerçant 6 : Profession libérale 7 : Agriculteur 8 : Sans qualification